

VD_GERICHTE ZD24.017438 vom 7. Mai 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-05-07, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZD24.017438

FR: VD_GERICHTE ZD24.017438 du 7 mai 2024

IT: VD_GERICHTE ZD24.017438 del 7 maggio 2024

Volltext

TRIBUNAL CANTONAL AI 114/24 ap. TF – 136/2024 ZD24.017438 CO UR DE S
ASSURANCES S OCIALES _____

Arrêt du 7 mai 2024 _____ Composition : Mme DURUSSEL, juge unique

Greffière : Mme Monod ***** Cause pendante entre : B. _____, à [...], recourante,
représentée par Me Gilles-Antoine Hofstetter, avocat, à Lausanne, et OFFICE DE
L'ASSURANCE-INVALIDITÉ POUR LE CANTON DE VAUD, à Vevey, intimé.

_____ Art. 61 let. fbis et g LPGA ; art. 69 al. 1bis LAI. 403

- 2 - E n f a i t e n d r o i t : Vu la décision rendue le 17 octobre 2022, par laquelle
l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud (ci-après : l'office AI) a refusé
d'entrer en matière sur la troisième demande de prestations formulée par B. _____
(ci-après également : la recourante), vu le recours formé le 14 novembre 2022 par
B. _____, représentée par Me Gilles-Antoine Hofstetter, contre la décision précitée
devant la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal, vu l'arrêt rendu le 10 juillet
2023 (AI 310/22 – 188/2023), par lequel la Cour des assurances sociales du Tribunal
cantonal a rejeté le recours et confirmé la décision du 17 octobre 2022, tout en arrêtant les
frais à la charge de B. _____ à 600 fr., sans lui octroyer de dépens, vu le recours en
matière de droit public interjeté le 13 septembre 2023 devant le Tribunal fédéral contre
l'arrêt cantonal susmentionné, vu l'arrêt rendu le 15 avril 2024 (TF 9C_555/2023), par
lequel le Tribunal fédéral a partiellement admis le recours, annulé l'arrêt du 10 juillet 2023
de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal, ainsi que la décision du 17 octobre
2022 de l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, et renvoyé la cause audit
office pour instruction complémentaire au sens des considérants et nouvelle décision, vu le
renvoi ordonné par le Tribunal fédéral, afin que la Cour des assurances sociales du Tribunal
cantonal se prononce à nouveau sur les frais et les dépens de la procédure cantonale, vu les
pièces du dossier ;

- 3 - attendu qu'il appartient à la Cour de céans de statuer sur les frais et dépens de la
procédure devant le Tribunal cantonal à la suite du renvoi de la cause par le Tribunal fédéral
(cf. art. 61 let. fbis et g LPGA [loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit
des assurances sociales ; RS 830.1]), que, dans la mesure où seul le montant des frais
judiciaires et des dépens de la procédure cantonale est désormais litigieux, la décision est de
la compétence d'un membre du Tribunal cantonal statuant en tant que juge unique (art. 94
al. 1 let. a LPA-VD [loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; BLV
173.36]) ; attendu que la procédure de recours en matière de contestations portant sur
l'octroi de prestations de l'assurance-invalidité devant le Tribunal cantonal des assurances
est soumise à des frais judiciaires (art. 69 al. 1bis LAI [loi fédérale du 19 juin 1959 sur
l'assurance- invalidité ; RS 831.20]), qu'en procédure de recours, les frais sont supportés par
la partie qui succombe (art. 49 al. 1, première phrase, LPA-VD), que l'arrêt du Tribunal

fédéral du 15 avril 2024 a donné gain de cause à la recourante, qu'il convient d'arrêter les frais de la procédure cantonale de recours à 600 fr. et de les mettre à la charge de l'office intimé, dans la mesure où celui-ci a finalement succombé ; attendu que la recourante qui obtient gain de cause a droit au remboursement de ses frais et dépens dans la mesure fixée par le tribunal cantonal des assurances, le montant étant déterminé sans égard à la valeur litigieuse d'après l'importance et la complexité du litige (art. 61 let. g LPG),

- 4 - que, selon l'art. 10 TFJDA (tarif du 28 avril 2015 des frais judiciaires et des dépens en matière administrative ; BLV 173.36.5.1), les dépens alloués à la partie qui obtient gain de cause comprennent les frais d'avocat ou d'autres représentants professionnels et les autres frais indispensables occasionnés par le litige, qu'à teneur de l'art. 11 al. 1 et 2 TFJDA, les frais d'avocat ou d'autres représentants professionnels comprennent une participation aux honoraires et les débours indispensables, les honoraires étant fixés d'après l'importance de la cause, ses difficultés et l'ampleur du travail effectué, tout en étant compris en principe entre 500 et 10'000 francs, qu'obtenant gain de cause avec l'assistance d'un avocat, la recourante a droit à une indemnité de dépens à titre de participation aux honoraires de son conseil qu'il convient d'arrêter à 3'000 fr. et de mettre à la charge de l'office intimé qui succombe. Par ces motifs, la juge unique p r o n o n c e : I. Les frais judiciaires pour la procédure cantonale de recours dans la cause AI 310/22 – 188/2023, arrêtés à 600 fr. (six cents francs), sont mis à la charge de l'Office de l'assurance- invalidité pour le canton de Vaud. II. L'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud versera à B._____ la somme de 3'000 fr. (trois mille francs) à titre de dépens pour la procédure cantonale de recours dans la cause AI 310/22 – 188/2023. III. La présente décision est rendue sans frais, ni dépens. La juge unique : La greffière :

- 5 - Du L'arrêt qui précède est notifié. par l'envoi de photocopies, à : - Me Gilles-Antoine Hofstetter, à Lausanne (pour B._____), - Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, à Vevey, - Office fédéral des assurances sociales, à Berne. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.